

Veille sur l'actualité : février à mai 2022

En France, l'actualité de ces derniers mois a été dominée par l'attaque russe en Ukraine. Mais ce point de vue ne doit pas faire oublier d'autres événements significatifs, dont certains peuvent apparaître plus importants dans d'autres parties du monde.

Le conflit en Ukraine

Informations signalées : Indépendamment de la conduite détaillée des opérations (marquées par une avancée russe suivie d'un retrait partiel et d'une certaine stabilisation), le comité a surtout noté le rôle des armes, les victimes civiles et la résistance remarquable des Ukrainiens, les aspects économiques et médiatiques.

- Les médias ont évoqué en particulier les colonnes de chars russes, de nombreux tirs de missiles russes (plus de 150 dès le 27 février, trois jours après le début des opérations ; en mars l'utilisation du missile « aérobalistique » Kinjal a été présentée comme le premier emploi opérationnel d'un missile hypersonique que les moyens actuels ne permettent pas de détecter ou d'intercepter efficacement) ou ukrainiens (notamment : destruction du croiseur Moskva), et d'artillerie ; des drones (l'Ukraine loue le drone turc Bayraktar) ; des bombes russes sur les villes y compris thermobariques (non interdites mais généralement employées contre des cibles spécifiques, par exemple souterraines) et probablement au phosphore blanc (considérées comme armes chimiques, dont l'ONU a interdit en 1983 l'utilisation offensive).

Les Etats-Unis ainsi que différents Etats membres de l'Union européenne et/ou de l'OTAN ont fourni des munitions, des systèmes de défense antiaériens ou antichars, des canons (dont les systèmes français Caesar) ainsi que de nombreux matériels de protection. Une usine de production de missiles, des dépôts d'armes, des transformateurs d'alimentation électrique des voies ferrées sont cités parmi les cibles atteintes en Ukraine. Les militaires ukrainiens ont utilisé le système américain Starlink pour pallier la défaillance du réseau téléphonique local.

Une observation particulière est que les avions français Rafale qui patrouillent quotidiennement en Pologne décollent de Mont-de-Marsan (avec ravitaillement en vol) plutôt que d'une base plus rapprochée.

- 300 personnes auraient été tuées lors de la destruction d'un théâtre le 25 mars, 300 ou 400 cadavres retrouvés début avril après un retrait russe. Vers fin mars, selon l'état-major ukrainien, 70% des hommes avaient contacté un centre de recrutement (seuls les femmes, enfants et personnes âgées étaient autorisés à quitter le pays) et il est évoqué la création d'association d'aide aux militaires.
- Les sanctions économiques occidentales sont essentiellement le gel d'avoirs russes à l'étranger et la suspension du système de paiement Swift de plusieurs banques, le retrait d'entreprises occidentales implantées en Russie et les restrictions annoncées à l'achat à ce pays de pétrole ou de gaz. La dépendance énergétique de certains pays européens ainsi que le risque de pénurie ou de flambée des prix du blé en Afrique ou au Moyen-Orient sont cités comme des préoccupations majeures.
- Au plan médiatique, il est noté l'interdiction de médias russes en Union européenne. En Russie la loi sur les fausses nouvelles ou la discréditation de l'armée a conduit à des dénonciations sur les réseaux sociaux et à des condamnations, le plus souvent à des amendes. Aux Nations unies, quelques jours après l'attaque en Ukraine, 141 pays l'ont condamnée, mais 35 (dont la Chine et l'Inde se sont abstenus) et 4 (Biélorussie, Corée du Nord, Erythrée, Syrie) ont soutenu la Russie.

Commentaires du Comité : Il ressort surtout à ce stade :

- la fourniture d'armes (qui peut être plus discrètement complétée par l'apport de renseignement) : mode particulièrement efficace, à effet rapide, de soutien apporté par des Etats qui ne veulent pas s'engager directement dans une guerre, et l'importance dans un tel conflit des quantités disponibles qui ont été fortement limitées dans des pays comme la France, pour des raisons budgétaires, alors que la Russie en avait bien davantage;
- la prudence des Etats occidentaux face à un agresseur doté d'une capacité nucléaire stratégique et tactique (la presse a noté que la Russie a le stock d'ogives nucléaires tactiques le plus important au monde), qui nous rappelle les enjeux de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

Des conséquences significatives sont à attendre de ce conflit en matière économique, ainsi que sur les relations entre les Etats membres de l'OTAN et de l'Union européenne, ou voisins, y compris la Russie. Leur analyse nécessite un certain recul et dépasse le cadre de cette note d'actualité. L'effet des nombreux commentaires sur les chaînes d'information permanentes, naturellement accessibles aux belligérants, mériterait aussi d'être étudié.

Autres informations remarquées

La France a annoncé en février son retrait militaire du Mali, où un village a été l'objet fin mars d'une opération antiterroriste très meurtrière menée par l'armée malienne et, selon plusieurs sources, un groupe paramilitaire russe.

En Afghanistan qui souffre économiquement, les responsables talibans divergent sur les compromis idéologiques destinés à obtenir davantage d'aide occidentale. Les tensions subsistent concernant le Haut-Karabakh, dont l'Azerbaïdjan a compromis le chauffage alors que les températures étaient négatives, en endommageant et empêchant de réparer un gazoduc.

Des tirs de missiles houthistes yéménites ont pu être interceptés par les Emirats arabes unis, mais ont frappé une installation pétrolière saoudienne. Des attaques terroristes ont été mentionnées en Israël, en Egypte, au Burkina Faso, ainsi que d'importants combats entre l'armée congolaise et des rebelles près de la frontière avec le Rwanda.

L'Indonésie a signé en février un premier contrat d'achat de 6 avions Rafale. La Corée du Nord aurait effectué son 8ème tir de missile balistique depuis le début de l'année.

Commentaires du Comité : Beaucoup d'événements rappellent, comme en Ukraine, un dilemme philosophique et politique bien connu : comment concilier un principe de non ingérence, de nature à éviter la multiplication ou l'extension des affrontements, avec le souci humain de porter secours aux victimes d'exaction ? Ou, sous un autre angle : Comment séparer l'attitude vis-à-vis d'un dirigeant de celle portée à une nation ?

La disposition de moyens technologiques de plus en plus puissants et variés n'est probablement pas sans incidence sur les réponses qui peuvent être apportées.

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF